

élections communales du 8 octobre 2006. Cette année est, à cet égard, considérée comme entière. ».

Art. 4. A la fin de l'article 5bis de la loi du 10 mars 1980 relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'aide sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique, est ajouté l'alinéa suivant :

« En ce qui concerne les conseillers communaux, il est également tenu compte, pour le calcul de ce délai, de l'année de mandat d'une durée de onze mois comprise entre le 1^{er} janvier 2006 et la date d'installation des nouveaux conseils communaux issus des élections communales du 8 octobre 2006.

Cette année est, à cet égard, considérée comme entière. ».

Art. 5. La présente ordonnance entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

Notes

Documents du Parlement

(1) *Session ordinaire 2006/2007*

A-361/1 *Projet d'ordonnance*

A-361/2 *Rapport*

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 13 juillet 2007

de nieuwe gemeenteraden die uit de gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2006 zijn voortgekomen. In dit opzicht wordt dat jaar als een volledig jaar beschouwd. ».

Art. 4. Aan het einde van artikel 5bis van de wet van 10 maart 1980 betreffende het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand, wordt het volgende lid toegevoegd :

« Wat de gemeenteraadsleden betreft, wordt voor de berekening van die termijn, eveneens rekening gehouden met het mandaatjaar waarvan de duur elf maanden bedraagt, begrepen tussen de 1ste januari 2006 en de datum van de installatie van de nieuwe gemeenteraden die uit de gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2006 zijn voortgekomen.

In dit opzicht wordt dat jaar als een volledig jaar beschouwd. ».

Art. 5. Deze ordonnantie treedt in werking tien dagen nadat zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2007.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Nota's

Documenten van het Parlement :

(1) *Gewone zitting 2006/2007*

A-361/1 *Ontwerp van ordonnantie*

A-361/2 *Verslag*

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 13 juli 2007

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 3610

[C — 2007/31328]

19 JUILLET 2007. — **Ordonnance visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale (1)**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Section 1^{re}. — *Objetif*

Art. 2. La présente ordonnance vise à créer, par la voie de conclusion de contrats avec les communes, un climat propice au développement de l'activité économique de la Région via l'octroi d'une subvention destinée à compenser la suppression par les communes d'une série de taxes déterminées par le Gouvernement et le faible rendement de la fiscalité locale ainsi qu'en encadrant toute nouvelle taxe en fonction de son impact sur le développement économique local.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 3610

[C — 2007/31328]

19 JULI 2007. — **Ordonnantie ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)**

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Afdeling 1. — *Doel*

Art. 2. Deze ordonnantie strekt ertoe, middels het sluiten van overeenkomsten met de gemeenten, een klimaat tot stand te brengen dat gunstig is voor de ontwikkeling van de economische bedrijvigheid van het Gewest, door een toelage toe te kennen die bedoeld is om de door de gemeenten doorgevoerde afschaffing van een reeks door de Regering bepaalde belastingen alsook de lage opbrengst van de plaatselijke belastingen te compenseren en door voor iedere nieuwe belasting te voorzien in een kader naargelang de weerslag die deze heeft op de plaatselijke economische ontwikkeling.

Section 2. — Définitions

Art. 3. Pour l'application de la présente ordonnance, il y a lieu d'entendre par :

1° le Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° le contrat visant à promouvoir le développement économique, en abrégé « le contrat » : le contrat conclu entre le collège des bourgmestre et échevins et le Gouvernement, contenant l'ensemble des initiatives communales, menées éventuellement avec d'autres partenaires, visant à promouvoir l'activité économique sur le territoire de la commune;

3° la subvention pour le développement économique, en abrégé « la subvention » : la subvention octroyée par le Gouvernement à une commune de la Région de Bruxelles-Capitale en exécution du contrat conclu entre eux.

Section 3. — Candidature des communes, élaboration et conclusion du contrat

Art. 4. Le Gouvernement adresse un appel à candidatures aux communes reprenant les objectifs qu'il entend mettre en oeuvre et les mesures d'harmonisation fiscales proposées.

Dans les deux mois qui suivent l'appel à candidatures, le collège des bourgmestre et échevins des communes de la Région de Bruxelles-Capitale qui souhaite conclure le contrat visé à l'article 3, 2° avec le Gouvernement, adresse à l'administration régionale des pouvoirs locaux un dossier de candidature comprenant au moins les éléments suivants :

1° le nom de la commune et les personnes de contact;

2° une note concernant la situation économique et sociale de la commune;

3° un relevé des taxes et impôts communaux auxquels sont assujetties les entreprises;

4° un exposé des initiatives qui pourraient être menées par la commune afin de promouvoir l'activité économique sur son territoire, dont la suppression de certaines taxes ainsi que la simplification des règlements fiscaux.

Le contenu du dossier de candidature peut être complété par le Gouvernement.

Art. 5. L'administration accuse réception des dossiers de candidatures.

A dater de la réception des candidatures, l'administration régionale des pouvoirs locaux dispose d'un mois pour demander des renseignements destinés à compléter le dossier de candidature.

Cette demande de renseignements fait courir un nouveau délai de deux semaines pour compléter le dossier.

A l'échéance de la réception des candidatures complètes, le Gouvernement approuve ou rejette dans les deux mois le dossier de candidature introduit.

Lorsque la décision du Gouvernement approuve le dossier de candidature, elle indique également le montant de la subvention qui sera accordée lors de la conclusion du contrat avec la commune. Le montant de la subvention est déterminé comme précisé à l'article 12.

Art. 6. En cas de décision d'approbation du Gouvernement, un contrat est conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, et la commune concernée.

Le contrat est conclu pour une durée de trois ans minimum et comprend notamment les éléments suivants :

1° un aperçu des initiatives communales visant à créer un climat fiscal favorable sur le territoire de la commune;

2° les objectifs à atteindre et les engagements des parties à la suite de la mise en œuvre de ces initiatives;

3° l'engagement de la commune de supprimer les taxes lorsque celles-ci sont compensées par la subvention;

4° l'engagement de la commune de soumettre au comité de suivi visé à la section 4 la création de toute nouvelle taxe ou l'augmentation de toute taxe existante qui pourrait avoir un impact sur le développement économique local;

5° l'engagement de la commune de participer au groupe de travail chargé d'harmoniser la fiscalité locale;

Afdeling 2. — Definities

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie dient te worden verstaan onder :

1° de Regering : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

2° de overeenkomst ter bevordering van de economische ontwikkeling, afgekort « de overeenkomst » : de overeenkomst gesloten tussen het college van burgemeester en schepenen en de Regering, met een overzicht van alle gemeentelijke initiatieven, die eventueel gevoerd worden samen met andere partners, ter bevordering van de economische activiteit op het grondgebied van de gemeente;

3° de toelage voor de economische ontwikkeling, afgekort « de toelage » : de toelage die door de Regering wordt toegekend aan een gemeente in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter uitvoering van de tussen beide partijen gesloten overeenkomst.

Afdeling 3. — Aanvraag van de gemeenten, opstellen en sluiten van de overeenkomst

Art. 4. De Regering richt aan de gemeenten een oproep tot kandidaatstelling, met een overzicht van de doelstellingen die zij wil verwezenlijken en de voorgestelde maatregelen om te komen tot fiscale eenvormigheid.

Binnen de twee maanden die volgen op de oproep tot kandidaatstelling, richt het college van burgemeester en schepenen van de gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die met de Regering de in artikel 3, 2° bedoelde overeenkomst wensen te sluiten, aan het gewestelijk bestuur der plaatselijke besturen een aanvraagdossier dat ten minste volgende elementen dient te bevatten :

1° de naam van de gemeente en de contactpersonen;

2° een nota met betrekking tot de economische en sociale situatie in de gemeente;

3° een overzicht van de gemeentebelastingen waaraan de bedrijven onderworpen zijn;

4° een uiteenzetting van de initiatieven die de gemeente zou kunnen voeren ter bevordering van de economische activiteit op haar grondgebied, waaronder de afschaffing van bepaalde belastingen en de vereenvoudiging van de belastingregelgeving.

De inhoud van het aanvraagdossier kan aangevuld worden door de Regering.

Art. 5. De administratie meldt ontvangst van de aanvraagdossiers.

Vanaf de ontvangst van de aanvragen, heeft het gewestelijk bestuur der plaatselijke besturen één maand de tijd om inlichtingen in te winnen met het oog op de aanvulling van het aanvraagdossier.

Na dit verzoek om inlichtingen begint een nieuwe termijn van twee weken te lopen om het dossier aan te vullen.

Zodra de volledige aanvragen uiteindelijk zijn ingediend, keurt de Regering het ingediende aanvraagdossier binnen de twee maanden goed of af.

Wanneer de Regering beslist het aanvraagdossier goed te keuren, maakt zij tevens het bedrag bekend van de toelage die toegekend zal worden bij het sluiten van de overeenkomst met de gemeente. Het bedrag van de toelage wordt bepaald zoals omschreven in artikel 12.

Art. 6. Indien de Regering beslist haar goedkeuring te verlenen, wordt een overeenkomst gesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door diens Regering, en de betrokken gemeente.

De overeenkomst wordt gesloten voor een duur van minstens drie jaar en bevat meer bepaald volgende elementen :

1° een overzicht van de gemeentelijke initiatieven die erop gericht zijn op het grondgebied van de gemeente een gunstig fiscaal klimaat tot stand te brengen;

2° de te verwezenlijken doelstellingen en de verbintenissen van de partijen als gevolg van de uitvoering van deze initiatieven;

3° de verbintenis van de gemeente om de belastingen af te schaffen wanneer deze gecompenseerd worden via de toelage;

4° de verbintenis van de gemeente om aan het in afdeling 4 bedoelde opvolgingscomité de invoering van iedere nieuwe belasting voor te leggen alsook de verhoging van bestaande belastingen die een weerslag zou kunnen hebben op de plaatselijke economische ontwikkeling;

5° de verbintenis van de gemeente om deel te nemen aan de werkgroep die moet instaan voor het eenvormig maken van de plaatselijke belastingen;

- 6° les délais de réalisation de ces objectifs;
- 7° le montant de la subvention octroyée;
- 8° les critères d'évaluation de l'exécution du contrat;
- 9° les sanctions prévues en cas de non-respect de la convention.

Le Gouvernement peut préciser le contenu du contrat.

Section 4. — Comité de suivi et comité d'accompagnement

Art. 7. Dans chaque commune ayant conclu un contrat, il est créé un comité de suivi chargé de veiller à l'exécution des conventions.

Art. 8. Le comité de suivi est composé des membres suivants :

- le Ministre régional chargé des Pouvoirs locaux ou son délégué;
- le bourgmestre ou son délégué;
- deux représentants de la commune
- deux représentants de l'administration régionale des pouvoirs locaux (APL).

Le comité de suivi peut inviter des représentants de la SDRB ou de l'ABE. Le comité de suivi peut également convier des experts ou techniciens à participer aux travaux.

Le comité de suivi est présidé par le Ministre chargé des Pouvoirs locaux ou son délégué. Un représentant de l'APL établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le Gouvernement peut fixer des règles complémentaires relatives au fonctionnement du comité de suivi.

Art. 9. Le comité de suivi se réunit au moins une fois par an ou à la demande de l'un de ses membres.

Il vérifie notamment la suppression des taxes visées par la convention ainsi que le développement des autres taxes communales au regard des objectifs convenus avec la commune.

Art. 10. Le comité d'accompagnement est chargé de faire rapport au Gouvernement quant à la mise en œuvre des objectifs de la présente ordonnance, tels que décrits à l'article 2.

Les comités de suivi de chaque commune font rapport au comité d'accompagnement au moins une fois par an ou à la demande de l'un de ses membres.

Art. 11. Le comité d'accompagnement est composé des membres suivants :

- le Ministre régional chargé des Pouvoirs locaux ou son délégué;
- le Ministre régional chargé de l'Economie ou son délégué;
- le Ministre régional chargé des Finances ou son délégué.

Le comité d'accompagnement est présidé par le Ministre chargé des Pouvoirs locaux ou son délégué.

Section 5. — Calcul et liquidation de la subvention

Art. 12. Le Gouvernement répartit l'enveloppe des engagements budgétaires affectés aux communes dans le cadre du développement économique régional sur la base des critères suivants :

- 1° la compensation totale ou partielle des taxes communales supprimées;
- 2° la compensation du faible rendement de la fiscalité des communes.

Art. 13. Le Gouvernement liquide la subvention à la signature de la convention et, par la suite, au cours du premier trimestre de chaque année.

- 6° de realisatietermijnen van deze doelstellingen;
- 7° het bedrag van de toegekende toelage;
- 8° de evaluatiecriteria voor de uitvoering van de overeenkomst;
- 9° de in geval van niet-naleving van de overeenkomst bepaalde sancties.

De Regering kan de inhoud van de overeenkomst verduidelijken.

Afdeling 4. — Opvolgingscomité en begeleidingscomité

Art. 7. In iedere gemeente die een overeenkomst is aangegaan, wordt een opvolgingscomité opgericht dat moet toezien op de uitvoering van de overeenkomsten.

Art. 8. Het opvolgingscomité is samengesteld uit de volgende leden :

- de gewestminister bevoegd voor de Plaatselijke Besturen of diens afgevaardigde;
- de burgemeester of diens afgevaardigde;
- twee vertegenwoordigers van de gemeente;
- twee vertegenwoordigers van het gewestelijk bestuur der plaatselijke besturen (BPB).

Het opvolgingscomité kan vertegenwoordigers van de GOMB of van het BAO uitnodigen. Het opvolgingscomité kan tevens deskundigen of technici verzoeken deel te nemen aan de werkzaamheden.

Het opvolgingscomité wordt voorgezeten door de Minister bevoegd voor de Plaatselijke Besturen of diens afgevaardigde. Een vertegenwoordiger van het BPB stelt de notulen van elke vergadering op.

De Regering kan met betrekking tot de werking van het opvolgingscomité aanvullende regels vastleggen.

Art. 9. Het opvolgingscomité komt minstens éénmaal per jaar bijeen of op verzoek van één van de leden ervan.

Het onderzoekt meer bepaald de afschaffing van de in de overeenkomst bedoelde belastingen alsook de uitwerking van andere gemeentebelastingen in het licht van de doelstellingen die overeengekomen werden met de gemeente.

Art. 10. Het begeleidingscomité wordt ermee belast de Regering verslag uit te brengen over de verwezenlijking van de doelstellingen van deze ordonnantie, zoals beschreven in artikel 2.

De opvolgingscomités van iedere gemeente brengen minstens één keer per jaar of op verzoek van één van de leden ervan verslag uit aan het begeleidingscomité.

Art. 11. Het begeleidingscomité is samengesteld uit de volgende leden :

- de Gewestminister bevoegd voor de Plaatselijke Besturen of diens afgevaardigde;
- de Gewestminister bevoegd voor Economie of diens afgevaardigde;
- de Gewestminister bevoegd voor Financiën of diens afgevaardigde.

Het begeleidingscomité wordt voorgezeten door de Minister bevoegd voor de Plaatselijke Besturen of diens afgevaardigde.

Afdeling 5. — Berekening en uitbetaling van de toelage

Art. 12. De Regering verdeelt de enveloppe van de budgettaire vastleggingen die bestemd zijn voor de gemeenten in het kader van de economische ontwikkeling van het gewest op basis van de volgende criteria :

- 1° de volledige of gedeeltelijke compensatie van de afgeschafte gemeentebelastingen;
- 2° de compensatie van de lage opbrengst van de belastingen van de gemeenten.

Art. 13. De Regering betaalt de toelage uit bij de ondertekening van de overeenkomst en nadien in de loop van het eerste trimester van elk jaar.

Section 6. — Sanctions

Art. 14. En cas de violation, par une commune bénéficiaire, des obligations prévues par la convention, le Gouvernement met la commune en demeure de remédier au manquement constaté dans le délai qu'il fixe et qui peut être inférieur à un mois.

Si la commune bénéficiaire n'a pas corrigé le manquement reproché au terme fixé par le Gouvernement, ce dernier peut exiger le remboursement des subventions octroyées depuis la signature du contrat ou, si le contrat est conclu pour une durée supérieure à trois ans, le remboursement des subventions octroyées les trois dernières années.

Le Gouvernement est chargé du recouvrement de la subvention dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 7. — Disposition finale

Art. 15. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

—
Note

(1) *Documents du Parlement* :
Session ordinaire 2006/2007.

A-383/1 Projet d'ordonnance.

A-383/2 Rapport.

A-383/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 13 juillet 2007.

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 3611

[C — 2007/31327]

19 JUILLET 2007. — Ordonnance visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Section 1^{re}. — Objectif

Art. 2. La présente ordonnance vise à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Afdeling 6. — Sancties

Art. 14. In geval van schending van de in de overeenkomst vastgelegde verplichtingen door een begunstigde gemeente, maant de Regering de gemeente aan de vastgestelde tekortkoming te verhelpen binnen de door eerstgenoemde vastgelegde termijn, die minder dan een maand kan bedragen.

Als de begunstigde gemeente de aangewezen tekortkoming niet heeft hersteld binnen de door de Regering vastgelegde termijn, kan laatstgenoemde de terugbetaling eisen van de toelagen die sinds de ondertekening van de overeenkomst werden toegekend of, indien het contract gesloten werd voor een duur langer dan drie jaar, de terugbetaling van de toelagen die de laatste drie jaar werden toegekend.

De Regering wordt belast met de inning van de toelage in de in het eerste lid bedoelde hypothese.

Afdeling 7. — Slotbepaling

Art. 15. Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2007.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

—
Nota

(1) *Documenten van het Parlement* :
Gewone zitting 2006-2007 :

A-383/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-383/2 Verslag.

A-383/3 Amendementen na verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 13 juli 2007.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 3611

[C — 2007/31327]

19 JULI 2007. — Ordonnantie tot verbetering van de budgettaire toestand van de gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Afdeling 1. — Doel

Art. 2. Deze ordonnantie strekt ertoe de budgettaire toestand van de gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verbeteren.